



CCI FRANCE
MADAGASCAR

Réunir pour mieux réussir

L'ÉCO

de la semaine

24 Juin au 27 Juin 2024

SOMMAIRE

Toamasina - Une nouvelle cimenterie en construction	2
Perspectives - L'économie mondiale se stabilise	2
FEC – FRD : Le FMI approuve deux financements de 658 millions de dollars	3
Carburant : un mécanisme d'ajustement des prix appliqué en 2025	4
Projet PIC : Signe de volonté politique pour développer le tourisme	4
Centrale hydroélectrique : Un projet en vue pour la commune d'Ivony à Ambositra.....	5
Antsiranana : Formation sur le cadre légal régissant le secteur minier.....	6
Production aquacole : un plan quadriennal en vue	6
Madagascar et le Comesa : entre 50 et 100 millions de dollars d'exportations	7
Internet - Starlink dévoile ses tarifs	7
Carburant - OQ trading reste le fournisseur de Madagascar	8
Agriculture - La production agro-écologique encouragée	8
Madagascar-Israel : Un vol charter à destination de Nosy-Be prévu en décembre	9
Développement : Partenariat signé entre Orange Madagascar et la JCI Madagascar	9
Projet Tsimiroro : Madagascar Oil fragilisée par une procédure de liquidation à Maurice.....	10
Télécommunication : Starlink dévoile ses tarifs pour Madagascar.....	11
Contrôles aux frontières : la DGD condamne les déstabilisations.....	11
4 ^e trimestre 2023 : baisse des exportations.....	11

Toamasina - Une nouvelle cimenterie en construction

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 24 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La ville portuaire se dotera d'une cimenterie. La pose de la première pierre pour l'usine de ciment de la Société Ciment de Madagascar, filiale d'Atlantic Group, s'est déroulée vendredi.

Une nouvelle cimenterie verra bientôt le jour à Toamasina. Vendredi, la pose de la première pierre pour la cimenterie de la Société Ciment de Madagascar (SCM) s'est déroulée à Tanandava. Il s'agit de la filiale de la société ivoirienne Atlantic Group, qui a récemment investi dans ce secteur d'activité à Madagascar. De source régionale, la cimenterie devrait être opérationnelle d'ici le premier semestre de 2025.



Selon le ministère de l'Industrialisation et du Commerce, cette société prévoit de produire entre cinq cent mille et un million de tonnes de ciment par an. La construction de cette cimenterie contribuera également à la création d'emplois dans la région, avec mille emplois directs et indirects à Toamasina et ses environs. Selon diverses sources

économiques continentales, SCM investit massivement dans ce projet, à hauteur de 91 millions d'euros.

Pour cette nouvelle industrie dans l'Atsinanana, l'homme d'affaires ivoirien Bernard Koné Dossongui, président fondateur de l'Atlantic Group, dont la banque (AFG) vient d'être inaugurée à Ankondrano, a fait le déplacement.

Normes internationales

Cette société se conformera aux normes internationales tout en respectant les normes et principes environnementaux, et adoptera une technologie de pointe dans ce secteur industriel. La présence d'une nouvelle cimenterie à Madagascar contribuera également à stimuler le secteur de la construction et à réduire les importations de ce matériau essentiel pour de nombreux ménages et entreprises de construction. La production locale devient un défi devenu une nécessité, surtout après les crises mondiales récentes et l'augmentation spectaculaire des coûts de transport et autres facteurs conjoncturels.

Après le Cameroun et la Côte d'Ivoire, c'est à Madagascar que le magnat ivoirien Dossongui a décidé d'établir sa troisième cimenterie. Cette nouvelle filiale ouvre la voie à une nouvelle concurrence avec les géants de la cimenterie déjà établis. SCM a été créé en 2023 et selon le site Web de l'Economic Development Board of Madagascar, elle est une société anonyme au capital de 1,3 milliard d'ariary. Ses activités incluent « l'exploitation, la création, l'acquisition ou la vente d'usines de ciment, de chaux ou d'autres liants hydrauliques et matériaux de construction à Madagascar ou dans tout autre pays, ainsi que tout ce qui concerne la fabrication, le commerce et l'industrie des liants hydrauliques et matériaux de construction ».

Perspectives - L'économie mondiale se stabilise

MIRANA IHARILIVA | 24 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Pour la première fois en trois ans, l'économie mondiale devrait se stabiliser cette année. Une note de la Banque mondiale du 22 juin dernier explique que la croissance du PIB mondial a été de 6,3% en 2021 et de 2,8% cette année. Toutefois, malgré cette situation de stabilité, le PIB mondial est en « dessous de ce qu'il faut pour avancer en matière de développement ». Le taux reste inférieur aux taux d'avant la pandémie pour 80% de la population mondiale. De 2024 à 2026, les pays concentrant cette proportion de la population mondiale et du PIB connaîtront

une croissance plus lente que celle observée au cours de la décennie précédant la Covid-19. Dans les deux prochaines années, la croissance mondiale ne dépassera pas 2,7%. La guerre au Moyen-Orient et la guerre en Ukraine sont avancées comme entraînant un désordre de développement économique.

À Madagascar, les chocs climatiques ainsi que les retombées directes et indirectes des guerres au Moyen-Orient et en Ukraine ont positionné la croissance économique à 3,8% en 2022.

FEC – FRD : Le FMI approuve deux financements de 658 millions de dollars

R.EDMOND | 24 JUIN 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Coup double. Madagascar décroche deux financements du Fonds Monétaire International, tout en devenant un pays pilote dans la nouvelle approche du FMI et de la Banque mondiale dans leurs relations avec les pays bénéficiaires de leurs appuis.

Le Conseil d'administration du FMI a, en effet, approuvé un financement de 337 millions de dollars au titre de la Facilité élargie de crédit et de 321 millions de dollars au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité pour Madagascar. Cette décision permet un décaissement immédiat équivalent à 36,66 millions de DTS, soit environ 48 millions de dollars au titre de la FEC.

Bouffée d'oxygène

L'annonce a été faite lors d'une conférence de presse tenue conjointement par le ministère de l'Économie et la Représentation résidente du FMI à Madagascar. Ces deux programmes, d'un montant total de 658 millions, constitue une nouvelle bouffée d'oxygène pour l'économie malgache et sont alignés sur les objectifs des autorités, mis en avant dans la nouvelle Politique Générale de l'État (PGE), adoptée début 2024 et visent à accroître la résilience économique de Madagascar et à favoriser une croissance inclusive à long terme. L'accord au titre de la FRD appuiera les réformes visant à renforcer l'adaptation au changement climatique et la résilience face aux catastrophes naturelles. Ces financements, approuvés par le Board du FMI, traduisent en tout cas les bons résultats obtenus par les autorités en matière de réformes. » *Les autorités mettent en œuvre des mesures visant à créer de l'espace budgétaire pour les dépenses sociales et les investissements indispensables* », indique le FMI dans un communiqué « *Il s'agit notamment d'efforts de mobilisation des recettes à moyen terme par le biais de mesures de politique fiscale et d'administration des recettes. La mise en place d'un mécanisme automatique d'ajustement des prix des carburants et l'élaboration d'un plan de redressement de la JIRAMA devraient permettre de réduire progressivement les transferts gouvernementaux vers le secteur énergétique. Ces efforts devraient permettre de stabiliser la dette publique en dessous de 60% du PIB à moyen terme* ».

Repères structurels

Comme l'a indiqué, la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, un certain nombre de repères structurels ont été identifiés et programmés pour la concrétisation des objectifs de développement, fixés par les autorités nationales et appuyés par le FMI. Autrement dit, le gouvernement aura à mettre en œuvre des réformes dont certaines seront visiblement difficiles à mettre en pratique. Pour ne citer, entre autres,

que la fameuse vérité des prix des carburants. Mais les consommateurs doivent se rassurer car même s'il y aura inévitablement une hausse des prix des carburants, elle ne se fera pas d'une manière brusque et sera plafonnée. Selon le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Olivier Jean Baptiste, il s'agira d'appliquer un mécanisme automatique de détermination des prix du carburant et dont l'objectif est de limiter l'écart entre les prix moyens appliqués à la pompe et les prix de référence calculés par l'OMH qui sont une approximation des prix du marché. En cas de hausse, elle ne devra pas dépasser 200 ariary. Ce sera donc un moindre mal pour les consommateurs.



Mécanisme automatique

Un mal nécessaire puisque ce sera le prix à payer pour un retour progressif à l'abandon des subventions des carburants qui grèvent par des dizaines et des dizaines de milliards d'ariary les finances de l'État. Mais le prix à payer aussi pour une continuité des relations de Madagascar avec le FMI qui reste encore et toujours le patron des autres bailleurs bilatéraux et multilatéraux et qui fait ainsi office de robinet des autres financements. D'ailleurs, la concrétisation des réformes prévues dans la FEC et la FRD conditionnera l'issue de la première revue de ces programmes, prévue dans 6 mois. Mais l'avenir s'annonce plutôt prometteur dans les relations entre la Grande Île et le FMI. En effet, selon l'annonce faite par le représentant résident du FMI à Madagascar, Mokhtar Benlamine, Madagascar a été choisi comme pays pilote de la nouvelle approche de coopération adoptée par le FMI et la Banque mondiale. Ces deux bailleurs ont décidé de travailler ensemble pour éviter de demander des réformes différentes aux pays assistés dans les programmes de financement.

Carburant : un mécanisme d'ajustement des prix appliqué en 2025

ARH | 24 JUIN 2024 | LES NOUVELLES

Un mécanisme d'ajustement automatique des prix du carburant à la pompe devrait être mis en place dès l'année prochaine. Cet ajustement sera plafonné à 200 ariary par litre, tant à la hausse qu'à la baisse, comme le recommande le Fonds monétaire international (FMI).

Samedi, à Antaninarenina, en marge de l'annonce officielle par le gouvernement malgache de l'approbation de la Facilité élargie de crédit (FEC) et du nouveau programme de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) alloués par le FMI, le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Olivier Jean-Baptiste, a confirmé que les prix du carburant ne changeront pas jusqu'à la fin de l'année.

A ce sujet, le ministre Olivier Jean-Baptiste a également précisé que « le décret d'administration des prix pour le second semestre de cette année, maintient le gel des prix jusqu'à fin 2024 ». C'est-à-dire 4 900 ariary pour le gasoil, 5 900 ariary pour le supercarburant et 2 430 ariary pour le pétrole lampant.

Cependant, les autorités prévoient de s'orienter progressivement vers une vérité des prix à la pompe. D'ailleurs, la suppression totale des subventions sur les prix des carburants est l'une des réformes exigées par le FMI dans le cadre du FRD. « Cette mesure devrait être mise en œuvre

d'ici avril 2026 », a souligné le représentant résident du FMI à Madagascar, Benlamine Mokhtar.

Ajustement plafonné à 200 ar/l

« La mise en place d'un mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants vise à réduire les risques budgétaires. Ce mécanisme permet une fluctuation mensuelle des prix à la pompe, que ce soit pour l'essence, le diesel, le kérosène ou le pétrole lampant, avec une limite de 200 ariary par litre », a expliqué le technicien du FMI. En pratique, si l'ajustement dépasse 200 ariary, la variation sera étalée sur le mois suivant, que ce soit à la hausse ou à la baisse.

Le ministre Olivier Jean-Baptiste a indiqué que le pétrole lampant est actuellement le carburant le plus subventionné, avec un écart significatif entre le prix à la pompe (2 430 ariary) et le coût réel du marché. Depuis juillet 2022, date de la dernière révision des prix, « cet écart a atteint 1 500 ariary par litre ».

Les révisions futures pour le pétrole lampant seront donc effectuées de manière progressive, afin de protéger les ménages, surtout en milieu rural, qui dépendent de ce produit comme source d'énergie, tout en évitant une exposition budgétaire excessive.

Projet PIC : Signe de volonté politique pour développer le tourisme

NAVALONA R | 25 JUIN 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Le projet PIC (Pôles Intégrés de Croissance) dans sa phase 3 constitue un projet de transformation économique pour une croissance inclusive.

« Il s'agit notamment d'une initiative du gouvernement malgache appuyée par la Banque mondiale visant à mettre en œuvre le programme général de l'État et le Plan Emergence Madagascar (PEM). L'objectif du projet consiste à dynamiser les zones à fort potentiel de croissance en stimulant le secteur privé et en développant des secteurs économiques porteurs tels que l'agri-business, le tourisme et le digital. Dans le cadre de nos interventions, nous visons ainsi à augmenter les chiffres d'affaires des entreprises opérant dans ces trois secteurs porteurs au niveau des douze pôles qui sont répartis sur neuf régions ». Le Coordonnateur national du projet PIC, Rakotondrazaka Ladislas Adrien, l'a évoqué lors de sa rencontre avec la presse la semaine dernière.

60% du financement

Parlant du tourisme en particulier, « Le projet PIC constitue un véritable signe de la concrétisation de la volonté politique de l'État pour développer ce secteur. En effet, toutes les interventions menées par le projet sont une preuve de la détermination du pouvoir public à appuyer le développement du tourisme », a-t-il enchaîné. À titre d'illustration, le projet contribue à la réalisation de chaque édition du salon International Tourism Fair of Madagascar (ITM), en tant que partenaire stratégique et financier. « Pour la 10^e édition de l'ITM combinée avec la 1^{ère} édition du salon International Handicraft Fair of Madagascar (IHM), qui s'est tenue la semaine dernière au CCI Ivato, le soutien du PIC représente près de 60% du financement de l'organisation de cet événement de grande envergure qui a eu un grand succès », d'après toujours ses explications.

Autonomie financière

En outre, le projet PIC contribue à la promotion de la destination de ses régions d'intervention et partant de la destination Madagascar depuis sa mise en place en 2005, et ce, via l'appui à l'Office National du Tourisme de Madagascar et aux Offices Régionaux du Tourisme à la réalisation de ce salon ITM et aux participations aux salons internationaux. On peut citer, entre autres,



les salons ITB à Berlin, TOP RESA à Paris et WTM à Londres. « *Nous accompagnons également le ministère du Tourisme et de l'Artisanat dans le renforcement de la gouvernance institutionnelle tant au niveau national qu'international. Les directions régionales de ce département ministériel sont en même temps appuyées dans la formalisation des établissements tandis que dix Offices Régionaux du Tourisme sont accompagnés pour avoir une autonomie financière via le renforcement du contrôle des vignettes touristiques* », tient à préciser Ladislas Adrien Rakotondrazaka.

Réhabilitation des infrastructures

Ensuite, « *la mise en place du programme Miatrika a permis de former plus de 7 000 travailleurs dans le tourisme et 2 000 guides pour se professionnaliser* », a-t-il déclaré. Ce n'est pas tout ! Le projet PIC poursuit la diversification des produits touristiques après la valorisation et la viabilisation des sites comme Tsingy Rouge de Diégo et Pirates Island de Sainte-Marie. Le projet a également contribué à la réhabilitation de la première église catholique à Madagascar située à Sainte-Marie ainsi qu'à l'inscription de ce bâtiment historique dans la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Le projet intervient en même temps dans la réhabilitation des infrastructures routières telles que la

voirie urbaine de Nosy-Be, les routes menant au Parc de Montagne d'Ambre et les pistes d'accès à Manambato et Ambila Lemaitso. Ce qui permettra de faciliter l'accès aux sites touristiques. La réhabilitation de la gare fluviale de Manangareza à Toamasina ainsi que la poursuite de l'adduction en eau potable des pôles touristiques, ne sont pas en reste. « *Après la diversification des produits et la viabilisation des sites, nous mettons en place un système de gestion et un cadre de gouvernance de ces sites pour leur pérennisation tout en contribuant à leur promotion au niveau international* », a-t-il évoqué.

Par ailleurs, des produits de niche phares tels que le kitesurf, la croisière et l'artisanat sont développés. Il tient également à souligner que le projet a une approche intégrée en matière d'appui au secteur du tourisme qui a un aspect transversal. À titre d'illustration, « *le PIC intervient dans l'amélioration de la connectivité terrestre, maritime et aérienne ainsi que dans l'amélioration de l'environnement des affaires via l'appui à l'EDBM afin d'attirer des investisseurs dans le secteur* », a-t-il ajouté. Madagascar National Parks est aussi accompagné dans l'amélioration des offres touristiques, sans oublier l'appui aux jeunes entrepreneurs touristiques à travers le programme Miary Tourisme.

Centrale hydroélectrique : Un projet en vue pour la commune d'Ivony à Ambositra

ANTSIA R. | 25 JUIN 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar et l'Indonésie scellent un partenariat pour la construction d'une nouvelle centrale hydroélectrique, dans la région Amoron'i Mania.

Une nouvelle avancée pour l'énergie renouvelable Madagascar. La commune d'Ivony à Ambositra, située dans la région d'Amoron'i Mania, a été sélectionnée pour accueillir une centrale hydroélectrique innovante. Ce projet ambitieux est le fruit d'une collaboration entre Madagascar, l'Indonésie et l'Allemagne, visant à améliorer l'accès à l'électricité dans les zones rurales grâce à des sources d'énergie renouvelable. Le projet sera réalisé en partenariat avec SSTC DRE (South-South and Triangular Cooperation in Decentralised Renewable Energy) de l'Indonésie, ainsi que le projet GIZ PERER (Promotion de l'électrification rurale par les énergies renouvelables) soutenu par l'Allemagne. Une convention tripartite sera signée lors du Forum Asie-Afrique, prévu du 1er au 4 septembre prochain à Bali. Avant cette date, Madagascar présentera les détails du projet le 5 juillet prochain, soulignant son importance et ses impacts attendus. Par ailleurs, le GRET a déjà manifesté son engagement financier en prenant en charge les travaux de construction. Cela inclut le génie civil, l'aménagement du barrage, de la centrale hydroélectrique et du réseau électrique associé. De leur côté, les partenaires indonésiens fourniront les turbines et autres équipements nécessaires à la production d'électricité, ainsi que le raccordement des habitants environnants au réseau électrique.

Priorisé

Cette initiative marque une avancée significative dans les efforts de Madagascar pour résoudre ses défis énergétiques. Thierry Andriantsoa, secrétaire général du ministère de l'Energie et des Hydrocarbures (MEH), a déclaré lors de la clôture de la mission de 12 jours de la délégation de SSTC DRE à Madagascar : « La mise en place de centrales de production d'électricité, notamment à partir de sources renouvelables, est aujourd'hui une priorité pour l'Etat Malagasy.



C'est une solution durable pour surmonter les problèmes énergétiques actuels du pays ». La mission de la délégation indonésienne, qui s'est terminée le 21 juin dernier au Centell Antanimena, a permis de renforcer les bases de cette coopération internationale. La visite a également permis de finaliser les détails techniques et financiers du

projet, assurant ainsi une mise en œuvre rapide et efficace. Bref, ce projet de centrale hydroélectrique à Ivony représente une étape clé pour le développement durable de Madagascar. Il illustre parfaitement l'importance des partenariats internationaux pour répondre aux besoins

locaux tout en favorisant des solutions écologiquement responsables. L'initiative devrait non seulement améliorer la qualité de vie des habitants d'Ivony et des environs, mais aussi servir de modèle pour d'autres projets similaires à travers le pays.

Antsiranana : Formation sur le cadre légal régissant le secteur minier

ISS HERIDINY | 25 JUIN 2024 | *MIDI-MADAGASIKARA*

En étroite collaboration avec Transparency international, l'organisation de la Société civile OSCIE a organisé une formation de la société civile sur le cadre légal régissant le secteur minier à Madagascar qui s'est tenue à l'hôtel de la poste Antsiranana, le jeudi 20 juin à 9h. Il s'agit de faire connaître à l'assistance, les règles qui régissent le domaine pour que chacun puisse se mettre à jour.

En effet, les acteurs de la société civile attendent cela depuis la réforme du code minier votée par l'Assemblée

nationale en 2023, les affiliés du secteur minier de la DIANA ont été présents. Madagascar est riche en ressources souterraines. Une vérité générale que les citoyens dès leur jeune âge connaissent.

Mais rares sont ceux qui connaissent l'ensemble des lois et ordonnances qui lui sont relatives. Alors, pendant deux journées, les instigateurs ont éclairé les lanternes afin que le public ait des notions. Effectivement, la formation a répondu à l'attente de tout un chacun.

Production aquacole : un plan quadriennal en vue

ARH | 25 JUIN 2024 | *LES NOUVELLES*

La production aquacole de Madagascar, a atteint les 30.000 tonnes en 2023. « Ce potentiel de production doit augmenter pour répondre aux besoins du pays, estimés à plus de 307 000 tonnes par an », a déclaré le ministre de la Pêche et de l'économie bleue, Paubert Mahatante. Cependant, la production totale actuelle du secteur de la pêche, y compris la pêche traditionnelle, tourne autour de 142.000 tonnes.

Pour le ministre en charge de la Pêche, « il devient impératif d'augmenter la production aquacole nationale, compte tenu de la consommation annuelle de poissons estimée à 7 kg par habitant, en deçà de la moyenne africaine de 11 kg par habitant ». L'enjeu étant de satisfaire une demande alimentaire en constante croissance avec la croissance démographique.

Ampandrianomby Antananarivo, le Plan d'action national pour le développement de la petite pêche maritime et continentale à Madagascar (2024-2028) ainsi que le Guide d'investissement en aquaculture à Madagascar, visant à structurer et à dynamiser le secteur.

12 documents stratégiques

Depuis sa création, le MPEB a élaboré 12 documents stratégiques pour promouvoir la pêche artisanale et les ressources aquacoles. Le Plan d'action national ne se limite pas à de simples intentions. Ce document stratégique propose des mesures concrètes telles que l'instauration de quotas de pêche, la création de zones de protection marine et la diversification des sources de revenus pour les communautés de pêcheurs.

« En renforçant les capacités des pêcheurs par la formation et l'éducation, nous assurons que la pêche artisanale reste une activité viable et durable pour les générations futures », soutient l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

En parallèle, le Guide d'investissement en aquaculture se présente comme un outil précieux pour attirer et orienter les investissements dans ce secteur. Le ministre Paubert Mahatante affirme avec conviction que « l'aquaculture constitue l'avenir de la pêche dans le monde ».

« Nous pouvons être fiers, car Madagascar possède actuellement les documents les plus stratégiques qui font de la Grande île un modèle en Afrique », s'est félicité le ministre, grâce au soutien des nombreux partenaires internationaux, en particulier la FAO.



Dans cette optique, le ministère de la Pêche et de l'économie bleue (MPEB) a dévoilé officiellement, hier à

Madagascar et le Comesa : entre 50 et 100 millions de dollars d'exportations

ARH. | 25 JUIN 2024 | LES NOUVELLES

Madagascar, grâce à son partenariat avec le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa), enregistre des exportations annuelles oscillant entre 50 et 100 millions de dollars. Ce partenariat, couvrant divers programmes sectoriels, s'accompagne d'un soutien financier significatif, notamment près de 2,6 millions d'euros octroyés dans le cadre du Mécanisme d'appui à l'intégration régionale.

Le Comesa composé de 21 Etats membres, s'étend sur près de deux tiers du continent africain. Avec une population combinée de 646 millions de personnes sur une superficie de 11,8 millions de km², cette organisation génère un PIB totalisant 1.000 milliards de dollars. En 2022, le potentiel commercial intra-Comesa était estimé à 14 milliards de dollars.

« Madagascar est un pays à fort potentiel avec beaucoup d'expertises », a souligné le secrétaire général adjoint du Comesa, Dev Haman, hier en marge de l'ouverture du « Comesa Week », organisé du 24 au 29 juin 2024 à Antananarivo. Et ces festivités ambitionnent de partager des connaissances et d'atteindre les objectifs communs, notamment l'amélioration des conditions de vie des citoyens.

L'objectif principal du Comesa est de créer un marché commun continental pour l'Afrique, facilitant la libre circulation des personnes, de la main-d'œuvre et des biens, ainsi que l'adoption d'une monnaie unique et, à terme, d'une fédération politique.

A cette occasion, la ministre des Affaires étrangères de Madagascar, Rasata Rafaravavitaika, a mis en avant les divers programmes sectoriels dont bénéficie le pays, touchant des domaines tels que l'accès au marché, l'énergie, l'environnement et l'agriculture.

Comesa Week

Cette année, Madagascar a été choisi pour inaugurer la célébration du 30^e anniversaire de la transformation du Comesa. Le Comesa Week, ponctué par de nombreux événements, est destinée à sensibiliser le public et à informer les acteurs économiques aux opportunités offertes par les programmes régionaux.

Au programme, un forum de sensibilisation des médias, une exposition en plein air ouverte jusqu'au 27 juin devant les locaux du ministère des Affaires étrangères à Anosy, mettant en avant le « Vita malagasy » et des dialogues multi-acteurs. Une conférence sur le commerce et la 5^e foire commerciale de la Fédération des femmes d'affaires du Comesa (COMFWB) auront lieu au Novotel Antananarivo les 28 et 29 juin.

Ces rendez-vous constituent une occasion unique pour Madagascar de faire valoir ses atouts et de renforcer sa position au sein du Comesa. Le prochain sommet de l'organisation se tiendra au Burundi le 21 octobre. Certains membres, tels que la République démocratique du Congo, l'Erythrée, l'Ethiopie et la Somalie, sont actuellement à différents stades d'adhésion à la Zone de libre-échange (ZLE).

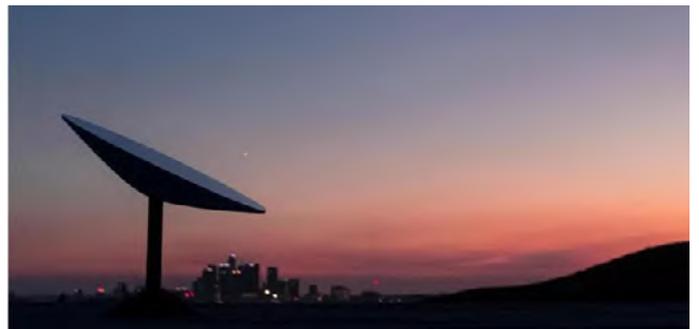
Internet - Starlink dévoile ses tarifs

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 27 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les consommateurs sont maintenant informés des prix des différentes offres de Starlink, le nouveau venu parmi les entreprises de télécommunications à Madagascar. Un éventail d'offres est disponible.

Sur son site Web, Starlink dévoile les prix de son réseau à Madagascar. Pour les clients résidentiels, le tarif standard est de 226 000 ariary, hors équipement. Il s'agit d'une offre « internet haut débit fiable, avec un coût matériel de 1 120 000 ariary ». Cette nouvelle était attendue depuis avril par de nombreux internautes. À ces offres s'ajoutent également les tarifs pour les entreprises. Le prix forfait prioritaire commence à 316 800 ariary par mois avec le matériel correspondant, dont le coût est de 1,58 million d'ariary. Cela concerne le forfait de 40 gigaoctets. Pour les offres internet de moins de 1 téraoctet et de 2 téraoctets, les prix sont respectivement de 451 000 ariary et de 902 400 ariary. La filiale de SpaceX indique que ses « forfaits d'abonnement incluent des données illimitées à haut débit sur terre, sans contrat ni engagement à long terme ».

Les internautes ont accueilli la nouvelle à leur manière. « Évidemment, pour les clients résidentiels, ces offres sont élevées. Mais pour les cybercafés et les entreprises, cela semble être une aubaine, chacun a son point de vue », exprime un internaute. Les avis convergent néanmoins, notamment en ce qui concerne l'utilité de telles offres, le débit, la latence et la zone de couverture.



Coûts élevés ?

En effet, la société propose une couverture internet via satellite, « ce qui est pratique car on peut bénéficier d'une couverture internet, quasiment n'importe où », affirme un autre internaute.

Ces prix sont nettement plus élevés que le coût moyen d'internet à Madagascar. De plus, ils figurent parmi les plus chers sur le marché africain, notamment en Afrique australe. Comparé à des pays comme le Nigeria, où le prix standard des offres est de 23 euros (environ 110 000 ariary), le tarif standard résidentiel à Madagascar coûte environ 47 euros (226 000 ariary). Selon une étude

réalisée sur le marché de Starlink dans le monde par TechCentral, il n'est pas surprenant que Starlink soit plus cher que le coût moyen d'internet dans la plupart des régions où opère la filiale SpaceX.

En effet, « Starlink ne vise pas le marché de masse, où les fournisseurs de services internet terrestres ont réalisé des économies d'échelle ayant contribué à faire baisser les prix. Au lieu de cela, Starlink vise à combler les lacunes que les infrastructures internet terrestres telles que les réseaux de fibre optique et le haut débit mobile ne peuvent pas atteindre. Il s'agit souvent de régions isolées où le coût du déploiement de l'internet terrestre est supérieur au retour sur investissement », indique cette étude.

Carburant - OQ trading reste le fournisseur de Madagascar

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 27 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les commandes de carburant seront centralisées chez un seul fournisseur. Il s'agit de la branche trading de la société omanaise OQ Trading, choisie comme fournisseur de carburant pour la Grande île. Selon des sources au ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, relayées par un média en ligne, le contrat couvre la période de juin 2024 à mai 2025. Ainsi, les quatre principaux distributeurs pétroliers se partageront les produits pétroliers à leur arrivée au port de Toamasina. Ils recevront également le

carburant au même prix, acheté auprès de ce trader du sultanat d'Oman.

Pour rappel, depuis 2022, suite à un appel d'offres lancé par le groupement des Pétroliers de Madagascar, OQ Trading est devenu le fournisseur commun en carburant. Auparavant, chaque pétrolier avait son propre fournisseur. Ce système d'achat groupé a permis d'améliorer les procédures d'importation, comme cela avait été expliqué.

Agriculture - La production agro-écologique encouragée

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 27 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Améliorer les revenus, l'environnement et l'aspect social. Tel est l'objectif que promeut depuis quelque temps le Fonds de développement agricole (FDA). Cette initiative vise à soutenir les paysans pour qu'ils augmentent leur production tout en préservant l'environnement et en améliorant leurs revenus. « Pour la région Analamanga, environ 10% des projets agricoles sont actuellement orientés vers l'agroécologie. Cette année, nous prévoyons d'augmenter cette part à 20% au niveau du FDA Analamanga », explique Zofanirinala Tsimimahery, responsable technique au FDA.



Les agriculteurs ayant bénéficié de cet appui vantent cette pratique qu'ils considèrent comme novatrice, adaptée à leur environnement. Jean Bien Aimé Randriamihina cultive des oranges à Atsimondrano, à Vontovorona. Selon lui,

les techniques agro-écologiques lui ont permis d'économiser des ressources : « Avec la production agro-écologique, nous avons pu améliorer l'irrigation de nos terrains. Elle est maintenant mécanisée. L'eau est acheminée par des tuyaux, ce qui évite les gaspillages inutiles tout en améliorant le rendement », explique-t-il.

En outre, la production bio voit également une augmentation, car les éléments organiques du champ peuvent être transformés en compost pour nourrir à nouveau les plantes et les jeunes pousses. En promouvant l'adaptation au changement climatique, en atténuant ses effets et en améliorant la résilience des exploitants familiaux touchés par la famine, l'agro-écologie a contribué à la production et à la consommation d'aliments nutritifs et sains, tout en stimulant les économies locales et les marchés locaux.

Madagascar-Israel : Un vol charter à destination de Nosy-Be prévu en décembre

NAVALONA R. | 27 JUIN 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La coopération entre Madagascar et Israël est au beau fixe et s'étend sur plusieurs domaines pour ne citer que le commerce et le tourisme.

Cette relation bilatérale a été renforcée par la mise en place d'une Chambre de Commerce Israël-Madagascar visant à promouvoir les échanges commerciaux et culturels entre les deux pays. Parlant du secteur du tourisme en particulier, nombreux sont les Israéliens qui s'intéressent à découvrir la nature cinq étoiles de la Grande île tandis que des agences de voyage proposent depuis ces dernières années des offres de séjours en Israël pour permettre aux Malgaches d'y effectuer un pèlerinage. Le projet de création d'une ligne aérienne directe entre les deux pays visant à développer ce secteur porteur se concrétise ensuite. En effet, un premier vol charter direct en provenance de Tel Aviv à destination de Nosy-Be est prévu en décembre.

Nouveau marché émetteur

Pour mieux faire connaître cette destination la plus prisée par les touristes venant des quatre coins du monde, un groupe de journalistes et d'influenceurs israéliens est ainsi invité pour effectuer une visite immersive de l'île aux parfums, dans le cadre d'un « famtrip ». Ils ont été accueillis par le ministre du Tourisme et de l'Artisanat Joël Randriamandranto à l'aéroport de Nosy-Be la semaine dernière. Ce voyage d'observation n'est que le début d'une série d'actions prévues pour promouvoir la destination Nosy-Be à l'international, a-t-on appris. Avec l'arrivée de ce premier vol charter en provenance de Tel Aviv, l'île aux Parfums s'apprête à ouvrir un nouveau chapitre de son développement touristique, accueillant une diversité culturelle et économique encore plus grande. Il s'agit également d'un nouveau marché émetteur conquis par Madagascar. L'Office Régional du Tourisme de Nosy-Be, quant à lui, ne ménage pas ses efforts pour faire la promotion de cette destination phare du pays tant sur le plan national qu'international. En effet, nombreux sont les touristes nationaux qui se sont informés auprès de son

stand lors de sa participation récemment au salon International Tourism Fair of Madagascar (ITM) dans sa 10^e édition, et ce, en vue de préparer les vacances.



Produits phares

Par ailleurs, les travaux d'embellissement de la ville de Nosy-Be se poursuivent surtout en matière d'infrastructure routière. En effet, la route desservant la sortie de la ville et Andilana est actuellement en cours de réhabilitation. Ce qui permettra de faciliter les déplacements des touristes vers les sites faisant la particularité de l'île aux Parfums tout en augmentant son attractivité. Il est à rappeler que le projet Pôles Intégrés de Croissance (PIC) contribue financièrement à la rénovation de la voirie de la ville de Nosy-Be. Les retombées économiques de la visite d'immersion de ce groupe de journalistes et d'influenceurs israéliens ne peuvent être que positives pour tous les acteurs de l'île aux Parfums qui dépendent majoritairement du tourisme. Outre l'attrait à la nature cinq étoiles de Madagascar, force est également de remarquer que les Israéliens raffolent des produits phares de la Grande île pour ne citer que le litchi, la vanille et les épices, a-t-on avancé.

Développement : Partenariat signé entre Orange Madagascar et la JCI Madagascar

ANTSIA R. | 27 JUIN 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Dans un effort continu pour soutenir le développement communautaire, Orange Madagascar et la Jeune Chambre Internationale (JCI) de Madagascar ont renouvelé leur engagement mutuel à travers la signature d'une nouvelle convention de partenariat. La cérémonie officielle s'est tenue en présence de Frédéric Debord, directeur général d'Orange Madagascar, Sandra Ratsimbazafy, présidente nationale de la JCI Madagascar, et Rabiadou Mamoudou, vice-présidente internationale de la JCI. Ce partenariat, qui s'étend sur plus de deux décennies,

marque une étape significative dans les relations entre Orange Madagascar et la JCI. Depuis ses débuts, Orange Madagascar a été un soutien indéfectible des initiatives sociales de la JCI, à travers des contributions financières et des partenariats stratégiques. Initialement axés sur le mécénat et les actions sociales à travers Orange Solidarité Madagascar, les efforts conjoints se sont réorientés ces dernières années vers les engagements en matière de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE).

Durable

À Madagascar, la JCI compte 15 organisations locales et plus de 350 membres, tous engagés dans le développement du leadership et l'entrepreneuriat par le biais de projets communautaires. Le nouveau cadre de partenariat entre Orange Madagascar et la JCI met l'accent sur des projets visant à transformer durablement la jeunesse malgache, en soutenant des initiatives éducatives,

sanitaires et entrepreneuriales. Cette collaboration reflète l'engagement commun des deux entités à promouvoir le développement durable et à créer un avenir meilleur pour les jeunes générations de Madagascar. À travers cette initiative, Orange Madagascar et la JCI renforcent non seulement leur partenariat institutionnel mais renouvellent également leur promesse de travailler ensemble pour le progrès social et économique de Madagascar.

Projet Tsimiroro : Madagascar Oil fragilisée par une procédure de liquidation à Maurice

RIJA R. | 27 JUIN 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Énième épisode du feuilleton Madagascar Oil. Le créancier de la maison-mère finit par se manifester et clarifie la procédure de liquidation engagée à l'île Maurice où est domiciliée Madagascar Oil Ltd, détentrice de 99% des actions de Madagascar Oil SA et à la fois garante du prêt.

Finally, rien n'est encore réglé au sein de Madagascar Oil parce que le fond du problème demeure irrésolu. La créance à la source de la restructuration financière n'a pas vu la moindre solution esquissée : la dette contractée par la maison-mère de la société pétrolière demeure non remboursée, nous a indiqué une source au courant du dossier. L'arrêt de la Cour Suprême des Bermudes qui remet le contrôle de Madagascar Oil à Benchmark a laissé en suspens cette dette et celle-ci est restée une épée de Damoclès qui pèse sur la société.



Steve Hope, Directeur général de Outriders Management Financial Risk, qui est le créancier, joint par téléphone, a précisé que « malheureusement, nous n'avons reçu aucun remboursement de la dette contractée, qui s'élève maintenant à plus de 61 millions de dollars, à la suite du processus aux Bermudes. Le prêt était garanti par Madagascar Oil Mauritius et nous avons donc demandé à cette société de rembourser le prêt ». En effet, Madagascar Oil est détenue à 99% par une société basée à Maurice et qui est aussi le garant du prêt en question. Pourtant, celle-ci est incapable de rembourser cette dette, d'où la procédure de liquidation engagée par le créancier afin de se faire rembourser.

Injonction provisoire

Pas plus tard que la semaine dernière, la Cour Suprême à l'île Maurice a publié une injonction provisoire qui interdit à l'actionnaire Benchmark de prendre toute initiative de vente ou de transactions sur Madagascar Oil Mauritius. De toute évidence, l'étau se resserre contre Benchmark contrairement à l'optimisme affiché depuis son retour. Cette dette laissée en suspens est une grosse épine dans les pieds de l'actionnaire de Madagascar Oil tout en sachant qu'il ne pouvait pas ignorer ce gros passif.

Muettes sur le sujet, Madagascar Oil et son actionnaire Benchmark ne peuvent ignorer que dans les prochains mois, cette histoire risque de refaire de nouveau surface et fragiliserait pour la énième fois l'édifice, remettant aux calendes grecques la mise en production de l'huile lourde de Tsimiroro qui est pourtant d'un intérêt vital pour l'économie locale.

Crédibilité en jeu

Steve Hope, directeur général de Outriders Management Financial Risk a également déclaré que « nous nous attendions, de la part de l'emprunteur, qu'il soit sérieux et responsable en remboursant les montants dus. Sans cela, ils n'ont que très peu de crédibilité ». Le prêt contracté en 2015 n'aurait jamais été remboursé et toutes les échéances n'auraient pas été honorées. D'autre part, le gouvernement, par la voix du ministre des Mines, a exprimé une certaine réserve sinon du scepticisme, constatant le retard accumulé dans le passé en ce qui concerne l'entrée de Tsimiroro dans la phase de production réelle et attendant de voir ce que l'ancien puis devenu nouvel actionnaire entend faire.

Télécommunication : Starlink dévoile ses tarifs pour Madagascar

ARH. | 27 JUIN 2024 | LES NOUVELLES

Starlink a annoncé le déploiement de ses services Internet haut débit à Madagascar dès le troisième trimestre de cette année. Et la société d'Elon Musk devient officiellement le cinquième opérateur télécom de la Grande île. La mise en ligne des tarifs des différents forfaits sur le site de Starlink Madagascar en témoigne.

Pour l'offre résidentielle, le forfait standard est proposé à 226.000 ariary par mois. Pour bénéficier de ce service, les utilisateurs doivent prendre en compte le coût initial du kit Starlink qui s'élève à 1,12 million d'ariary. Starlink promet un « Internet haut débit à faible latence » avec des données illimitées pour ce tarif.

Les entreprises et les utilisateurs à forte consommation de données privilégient une offre spécifique, avec un forfait débutant à 451.200 ariary par mois et un coût de matériel de 1,58 million d'ariary. En plus des données illimitées, ce forfait comprend 40 Go de données prioritaires, une assistance prioritaire, une priorité de réseau et une adresse IP publique. Le prix peut augmenter en fonction des données prioritaires commandées.

Les tarifs proposés par Starlink aux particuliers à Madagascar semblent s'aligner à ceux pratiqués dans d'autres pays. Mais en consultant les différentes

fourchettes de prix proposées par la société sur son site web officiel, ces tarifs varient selon les zones de captage. Connexion satellite

La licence de Starlink Madagascar a été signée le 29 avril par l'Autorité de régulation des technologies de communication (Artec) et valable pour cinq ans. Selon la décision de l'Artec, « en contrepartie de l'attribution de la licence, Starlink Madagascar doit payer 100.000 euros au titre du prix initial de la licence ».

Le document de l'Artec autorise Starlink Madagascar à établir et exploiter un réseau public de télécommunications par satellite de type Global Mobile Personal Communication by Satellite (GMPC), de type large bande, et de type VSAT. Cette initiative s'inscrit dans la politique de libéralisation complète du secteur des Tic, menée par le gouvernement malgache depuis avril.

Avec environ 80% de la population malgache actuellement sans accès à Internet, l'arrivée de Starlink est porteuse d'espoir pour améliorer significativement la connectivité dans tout le pays. Cette avancée est un pas important vers la réduction de la fracture numérique et le développement économique de Madagascar.

Contrôles aux frontières : la DGD condamne les déstabilisations

ARH. | 27 JUIN 2024 | LES NOUVELLES

La direction générale des Douanes (DGD) de Madagascar, condamne fermement les campagnes de désinformation à son encontre. Dans un communiqué publié mardi, elle réaffirme son intransigeance face à de tels agissements et avertit qu'elle « poursuivra en justice les auteurs de mensonges et de diffamations contre ses services ou ses agents ».

Par ailleurs, la DGD rappelle qu'il est interdit de photographier ou de filmer ses bureaux sans autorisation, dans le but de diffuser des désinformations et de troubler l'ordre public. La douane invite ainsi les usagers à signaler tout problème ou irrégularité en appelant « le numéro vert 360 en cas de plaintes ou d'irrégularités afin que des solutions et des mesures soient immédiatement prises ».

4^e trimestre 2023 : baisse des exportations

ARH. | 27 JUIN 2024 | LES NOUVELLES

Selon les données fournies par la Banky foiben'i Madagascar dans son dernier bulletin sur la conjoncture économique, les exportations de biens ont diminué pour la troisième fois consécutive au quatrième trimestre de 2023, mais à un rythme modéré.

La valeur de ces exportations a été estimée à 7,1% au-dessous de celle réalisée au cours des trois mois précédents. Cette baisse était de 12,2% entre juillet et septembre. Mais, la performance enregistrée sur les ventes de produits comme le girofle, le cacao et le titane,

a atténué la chute des exportations de la vanille, du nickel et du cobalt.

Les exportations nettes ont représenté -16,7% du total du commerce de marchandises, contre -17,3% sur les trois mois précédents. La décroissance des exportations, plus modérée que celle des importations, s'est traduite par une stabilité des exportations nettes. Cela montre que la demande extérieure a été stable durant ce dernier trimestre de 2023.